



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 09/03/2026

Références : UD87-2026-48-r géorisques
Code AIOT : 0006000257

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALCAIRES et DIORITE DU PERIGORD

Planeaux
24800 Thiviers

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement CALCAIRES et DIORITE DU PERIGORD implanté LE THEIL 87500 Saint-Yrieix-la-Perche. L'inspection a été annoncée le 15/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES et DIORITE DU PERIGORD
- LE THEIL 87500 Saint-Yrieix-la-Perche
- Code AIOT : 0006000257
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière d'extraction de Leptynite à ciel ouvert située au lieu-dit "du Theil" sur la commune de Saint-Yrieix-la-Perche. Cette carrière est en cours de remise en état dans le cadre d'une cessation d'activité. Cette visite a fait l'objet d'une réunion sur site avec la DDT, le propriétaire foncier et l'exploitant de la carrière pour définir les aménagements à mettre en œuvre dans le cadre de la remise en état du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter des éléments complémentaires pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2
Thème(s) : Autre, Conditions de remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la mise en sécurité des fronts de taille ;- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats : Les dispositions de l'arrêté ministériel susmentionné sont également traduites par les dispositions des arrêtés préfectoraux du 19 novembre 2003 (art. 7) et du 25 mars 2019 (art.6). L'exploitant a par ailleurs adressé en septembre 2025, conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement, un dossier de porter à connaissance visant à ajuster les conditions de remise en état considérant notamment la perspective potentielle d'un projet photovoltaïque et l'état d'exploitation final réel de la carrière incluant en cela la création d'un plan d'eau au sud-ouest du site qui n'était pas prévu initialement. C'est en particulier à l'appui de ce dernier constat qu'a été réalisée la présente inspection pour consolider la caractérisation de ce plan d'eau au sens de la nomenclature IOTA, avec l'appui de la DDT. L'inspection a de ce fait également été l'occasion de préciser les attendus sur le plan d'eau situé à l'entrée du site, au nord ; plan d'eau déjà connu au titre IOTA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter son dossier de porter à connaissance selon les précisions formulées par la DDT par courriel du 30 janvier 2026. Ces précisions doivent permettre in fine d'établir les actes réglementaires encadrant la cessation d'activité de la carrière en ajustant les conditions de remise en état et en précisant les conditions d'aménagements et d'exploitation future des plans d'eau (IOTA).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois